

Il est urgent de reprendre le contrôle!

La France traverse une année 2020 calamiteuse. À tous points de vue, elle est au bord de la rupture. Jamais dans l'histoire récente ne se sont conjugués contre notre pays tant d'événements si graves. Ces événements sont de nature différente, mais, à l'examen, tous trouvent leur source dans le délitement institutionnel, juridique et moral de l'État, opéré délibérément par les générations de politiciens de tous bords qui se sont succédé à sa tête. Le moteur commun à ces décennies de renoncements est lui-même identifiable : il a pour nom « construction européenne ».

LA PANDÉMIE DE COVID-19 a d'abord révélé les failles monumentales d'un gouvernement d'inconscients. **Les Français ont découvert avec stupéfaction que l'État était démuné de tout**, non seulement d'idées et de décisions fermes (comme lors du premier tour des élections municipales), mais aussi du simple matériel de base indispensable à la protection des Français, et en particulier des plus exposés. Personnels hospitaliers, forces de l'ordre, employés des supermarchés, professeurs, et bien d'autres, ont été abandonnés à leur sort de longues semaines. Les Français ont découvert avec effroi et colère que notre système de santé publique était à l'agonie. Et que, pour faire face au coronavirus, le seul remède préconisé par le gouvernement de la sixième puissance mondiale, la nation d'Ambroise Paré, de Laënnec, de Claude Bernard, de Pasteur, de Christian Cabrol, était d'en revenir au confinement généralisé, pratique remontant à l'Ancien Régime.

Dans l'espoir de donner le change sur l'énormité de ses manquements, le gouvernement s'est confondu en mensonges et en palinodies, avec un aplomb qui le condamne à la face du monde et de l'histoire. Cela a eu pour conséquence première d'affaiblir encore le peu de crédit que les Français conservent à la parole politique. Le second confinement qui démarre sonne comme l'aveu de son incompétence et de son absence complète de direction, comme de scrupule.

Le 14 juillet, le président Macron affirmait en effet que la France était prête en cas de reprise de la

pandémie. Pourtant, aucun lit supplémentaire n'a été ouvert dans les services de réanimation. Notre pays compte 5 800 lits de réanimation. L'Allemagne 28 000. Les pays n'ayant jamais confiné, comme le Japon ou la Corée du Sud, comptent trois fois plus de lits par habitant que la France. **Aucun investissement massif exceptionnel n'a été fait dans la santé.** Aucun personnel soignant recruté ni formé durant l'intervalle séparant les deux épisodes de confinement.

Voilà l'action du président disruptif. Tout le monde a déjà conscience que ce second épisode de confinement durera plus longtemps que le premier. Et tout le monde a conscience que l'économie de la France va être mise à terre. L'endettement public a bondi de 12,5 % en un semestre et doit atteindre 119 % du PIB au moins à la fin de l'année. La récession devrait atteindre les 12 %. Ce nouveau confinement se paiera par la suppression d'au moins 400 000 emplois. La barre des 8 millions de chômeurs toutes catégories pourrait être franchie à son issue. Les séquelles seront lourdes et durables sur la situation financière et le moral des Français. Sans parler des répercussions sur la santé de tous ceux qui n'auront pas pu être pris en charge à temps, faute de place, et des lacunes scolaires des enfants et des étudiants obligés de suivre des enseignements à distance ou dans un inconfort (masques, distanciation sociale, etc.) qui handicape leur apprentissage.

Or le gouvernement savait. Il savait qu'un virus circulait en Chine, il en connaissait la virulence

REPRENONS LE CONTRÔLE!

et la dynamique morbide. Ses services de renseignements l'avaient alerté dès décembre 2019. Et il a attendu passivement que ce virus nous touche. Il n'a rien anticipé. Il a semé la confusion et le scepticisme par sa communication contradictoire au moment même où le virus nous frappait de plein fouet. Pire que tout : il n'a pas fermé les frontières afin d'enrayer sa progression, il a même ri de cette idée et vilipendé ceux qui en recommandaient l'application. Absurdité portée à son paroxysme : cette mesure n'est toujours pas d'actualité pour le deuxième confinement au sein de l'UE, alors que toute l'Europe est pareillement touchée. Vous ne pouvez pas visiter vos voisins ni vos proches, mais le pays, lui, reste entièrement ouvert!

Pourquoi? Pourquoi n'a-t-il pas agi comme le bon sens le lui commandait? **Il n'a pas agi parce que son idéologie européiste et les traités de l'Union européenne le lui interdisent, voilà la vérité.** Entre la protection urgente des Français et le respect des « valeurs européennes », le gouvernement ne s'est pas même posé la question : l'UE d'abord, l'UE *par-dessus tout*! La servilité des élites envers la pieuvre bruxelloise est sans limite, parce que sans conscience d'elle-même. Elles appliquent sa politique sans broncher, sans réfléchir. L'UE demande des coupes budgétaires dans la santé? Le gouvernement obtempère. Et c'est ainsi que l'hôpital a perdu plus de 100 000 lits depuis vingt ans. L'UE interdit de s'opposer aux délocalisations? L'État ne moufte pas. Comment s'étonner dès lors que plus aucun masque ni aucun test ne soient fabriqués en France, et que nous en manquions au moment où nous en avons le besoin le plus cruel?

Cette impréparation de la France face à la pandémie n'est pas une coïncidence. La disparition de notre industrie n'est pas non plus le fruit du hasard ou de la maladresse. Elles sont la conséquence logique et implacable de notre appartenance à l'Union européenne. Elles sont la conséquence du laisser-faire érigé en dogme. Elles sont la conséquence de l'abdication délibérée et enthousiaste par notre classe dirigeante de sa faculté de diriger, de sa volonté de prendre des décisions et d'avoir le contrôle sur son pays.

Hélas, nous allons voir que **ce mécanisme, celui de l'abdication et de la servilité, est encore à l'œuvre en filigrane dans la série épouvantable des assassinats islamistes** qui ont été commis ces dernières semaines.

La mort affreuse de Samuel Paty et des victimes de Nice est la conjonction de plusieurs faillites. **Celle de l'Éducation nationale, tout d'abord,** dont la mission d'instruction, déjà largement entravée par l'hégémonie de pédagogies laxistes, se fracasse contre les réalités sociologiques et culturelles les plus brutales. Certains élèves, déracinés, n'ont que mépris pour cette institution dont l'autorité a de surcroît été délibérément sapée au fil des décennies par un mandarinat endoctriné au laisser-faire, lui aussi. Au moment même où croissait le nombre de ces élèves dans notre système scolaire, auxquels manquaient les repères culturels indispensables à leur intégration rapide, le choix politique fut fait de dégrader l'enseignement et de déclasser cette institution. On eut l'idée brillante de transmettre moins de savoirs avec moins de rigueur à des enfants qui en savaient moins et auxquels leurs parents ne pouvaient inculquer qu'imparfaitement les bases de la morale collective à observer.

La faillite ensuite de notre politique migratoire. L'accueil tous azimuts de populations étrangères fait sans discernement et sans conditions ne pouvait conduire qu'à de graves mécomptes. L'assassin de Samuel Paty était d'origine tchétchène. Demandeur d'asile, il venait tout juste d'obtenir un permis de séjour, contre l'avis des autorités locales. Son complice présumé était d'origine maghrébine. L'assassin de Nice est tunisien, et n'était pas en France depuis une semaine au moment où il est passé à l'acte! Après son arrivée en Italie, il a pénétré sur notre sol illégalement, sans rencontrer d'obstacle, puisque l'Union européenne et l'espace Schengen assurent l'absence de contrôle aux frontières. D'autres Tchétchènes, quelques semaines auparavant, à Dijon, avaient perpétré des raids criminels contre un groupe de Français d'origine maghrébine. Nous avons vu ces derniers jours défiler dans les rues de Vienne deux cents Turcs d'extrême droite cherchant à s'en prendre à la communauté arménienne de France.

REPRENONS LE CONTRÔLE!

Une scène identique s'est répétée à Dijon le soir même de l'attentat de Nice. **En résumé, l'État a complètement perdu le contrôle et le respect d'une partie de la population qui vit sur son territoire.** Le voilà discrédité dans sa mission régalienne primordiale. Si l'on ajoute à cela la faillite de notre système de justice, qui relâche des délinquants, même fichés, qui, en vertu d'une interprétation très libérale de notre droit, autorise l'implantation dans notre pays de tous types de migrants, sans discernement, le délitement est intégral.

Enfin, les réactions aux caricatures de Mahomet, qui sont le déclencheur involontaire de cette cascade de meurtres, sont elles-mêmes le symbole de l'échec complet, sur le plan des valeurs républicaines, de la politique d'intégration d'une partie de la population musulmane. La laïcité et la liberté d'expression, auxquelles les Français sont puissamment attachés et par lesquelles ils ont tendance à se définir, se heurtent à la violente réprobation du blasphème ancrée dans le cœur des musulmans du monde entier. **Le conflit de loyauté des Français musulmans est patent**, exacerbé par la mondialisation des communications qui, du côté des États musulmans, en appellent au respect inconditionnel des préceptes allégués de leur culte.

Seule une nation cohérente, avec un État puissant pour faire respecter son identité et ses valeurs, serait en mesure de trancher en sa faveur ce conflit de loyauté. Mais la puissance implique la liberté d'agir. Or, tributaire des traités européens, de la Cour de justice de l'Union européenne, de la Cour européenne des droits de l'homme, et soumis à l'espace Schengen, que peut espérer un État en fait de liberté d'action? Rien, ou si peu. Le voilà contraint d'avaliser toutes les décisions migratoires prises par une bureaucratie sans frontières. **Le droit d'asile, en particulier, a été complètement dévoyé, et la France le subit sous les injonctions de la CJUE et de la CEDH.** Il y avait environ 300 demandeurs d'asile par an dans les années 1950 à 1970. Il y en avait 35 000 en 2007. Il y en a désormais 132 000 en 2019. Le nombre de migrants est pourtant loin d'avoir crû dans les mêmes proportions.

Quant à la cohérence de notre nation, elle est battue en brèche par l'individualisme effréné et le communautarisme que promeut le modèle américain, figure de proue du vaste bloc civilisationnel où le néoconservatisme entend faire s'évanouir l'art de vivre français et s'éteindre la voix de la France. C'est là un aspect trop souvent négligé dans l'analyse de l'échec de l'intégration des personnes immigrées. **S'intégrer, fort bien, mais à quoi?** À une nation sous tutelle morale et politique, dont les références avouées se situent outre-Atlantique et dont les valeurs et la culture affectées sont un calque de celles du parrain d'Amérique? Les immigrés ne sont pas les seuls responsables : on s'intègre difficilement à un pays qui se méprise lui-même. C'est notre faillite culturelle collective cette fois-ci qu'il nous faut dénoncer. En effet, si les Français eux-mêmes lorgnent en masse vers les États-Unis, comment pourrions-nous exiger des immigrés qu'ils lorgnent vers la France?

Ce communautarisme, d'ailleurs, est mis à profit par quasiment tous les partis politiques à l'échelon local. On ne compte plus les maires et les députés qui doivent leur élection à telle ou telle communauté, au prix d'opportunes reculades sur les principes républicains qu'ils prétendent défendre. À cette aune, ce que d'aucuns qualifient commodément d'islamo-gauchisme n'est qu'une sous-espèce d'un genre plus vaste de compromission des ambitieux de tous bords auprès des islamistes. Les Républicains, les centristes comme les écologistes ne sont pas en reste sur les accommodements avec les valeurs collectives lorsque leur mandat est en jeu.

Mais le pis de la compromission se situe plus haut dans l'échelle des responsables. Que la France place au rang de ses alliés les pays d'où proviennent et les discours et les fonds qui nourrissent l'islam radical en France et dans le monde est une chose absolument scandaleuse et révoltante. Le Qatar et ses ressortissants disposent chez nous d'avantages fiscaux exorbitants. La France est un fournisseur d'armes fidèle de l'Arabie saoudite. Les rapports entre nos chefs d'État réciproques sont cordiaux. Et les collusions entre les huiles du Golfe et certains membres des élites

REPRENONS LE CONTRÔLE!

économiques et politiques françaises relèvent du secret de polichinelle. Enfin, souvenons-nous que François Hollande a carrément fourni en armes les islamistes syriens... qui aujourd'hui brandissent dans leurs fiefs des portraits de l'assassin tchétchène, modèle à suivre à leurs yeux. L'envol du terrorisme islamique sur notre sol n'est pourtant que la continuité logique de ce clientélisme irresponsable et de cette diplomatie aveugle. Courbez-vous devant eux, ils vous écraseront.

Là aussi, donc, le gouvernement savait. Depuis des années, les services de renseignements n'ont cessé d'alerter les services de l'État du danger croissant que représente le fondamentalisme musulman sous toutes ses formes. Les dirigeants actuels et passés connaissent parfaitement la duplicité de leurs prétendus alliés arabes (saoudiens, émiratis, koweïtiens, qatariens). Ils sont informés sur les circuits de financement des mouvances islamistes et sur leurs intermédiaires. Ils n'ignoraient rien non plus de la nature véritable de leurs supplétifs islamistes en Syrie. Quant aux Tchétchènes, les services russes eux-mêmes sont stupéfaits devant l'extension maximale de l'accueil que nous leur réservons, alors que leur république est pourtant gagnée depuis de nombreuses années par le wahhabisme.

Alors pourquoi, de nouveau, pourquoi les dirigeants français agissent ainsi, c'est-à-dire n'agissent pas, laissent faire, voire nourrissent la main qui arme ceux qui nous égorgent aujourd'hui? Ils n'agissent pas parce que la France a perdu toute indépendance sur la scène internationale. Elle n'est plus que le vassal des États-Unis, et l'otage de l'OTAN. Et, partant, est forcée de partager ses alliances contre nature avec les puissances islamistes. Et c'est ainsi que l'abdication et la servilité de notre classe dirigeante se répercutent une nouvelle fois contre les intérêts évidents du peuple français. La France ayant renoncé à conserver le contrôle de sa diplomatie, placée sous la double

tutelle de l'OTAN et de l'UE, elle n'est plus que le jouet d'influences qui la dépassent, dont l'islamisme conquérant, qui la frappe tandis qu'elle doit en flatter la source pour satisfaire à son « amitié américaine ».

Il n'y a pas de surprise en politique, il n'y a que des abandons. Si le pouvoir est à Bruxelles (siège de l'UE et siège de l'OTAN), il n'est pas à Paris. C'est aussi simple que cela. Et la succession de ces abandons concertés à l'UE et à l'OTAN (abandon de notre indépendance budgétaire, abandon de notre politique industrielle, abandon du contrôle de nos frontières, abandon de notre éducation, de notre culture, de notre diplomatie, etc.) forme le lit de notre effondrement national.

Ça suffit. Assez de ruine, assez de honte, assez de morts. Et assez de mensonges et de prétextes. La cause de notre déclin est connue. Ne manquent pour y mettre un terme que le courage et l'intégrité. **Reprenons le contrôle, plein et entier, de tout ce que nous avons abandonné.** Reprenons le contrôle de notre budget, de notre monnaie, de notre système de santé, de notre politique industrielle, de notre éducation, de notre justice, de nos frontières, de notre diplomatie et de bien d'autres choses encore.

Cette reprise de contrôle, cette indépendance radicale, c'est bien entendu le Frexit qui nous les fournira. Il est une nécessité vitale, nous le voyons bien à la lumière sanglante des événements qui secouent la France aujourd'hui. Nous, Génération Frexit, affirmons être la génération qui le portera et qui, grâce à lui, redressera la France dans tous les secteurs. Notre pays a trop d'atouts pour se laisser engloutir par la marée des renoncements. Et trop de force pour succomber à la conjuration que semblent former contre lui les lâches, les impuissants, les malhonnêtes et les fanatiques.

Génération Frexit